

## QU'EST-CE QUE LE RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DE MAI 2015 AU ROYAUME-UNI NOUS APPREND D'UTILE ?

### Introduction

Soyons clairs dès le début : comme tous ceux dont la politique repose sur la lutte de classes, nous n'avons pas grand chose à faire du résultat des élections. Nous n'avons rien à ajouter au commentaire de Marx en marge de l'article « *Le roi de Prusse et la réforme sociale* » :

« *Là où il y a des partis politiques, chacun trouve la raison de chaque mal dans le fait que son adversaire occupe sa place à la direction de l'État. Même les politiciens radicaux et révolutionnaristes trouvent la raison non pas dans l'essence de l'État, mais dans une forme déterminée d'État qu'ils veulent remplacer par une autre.*<sup>1</sup> »

Nous ne croyons ni les partis de gauche lorsqu'ils affirment nous protéger contre les irrationalités du marché, ni les partis de droite lorsqu'ils nous proposent de gagner plus en travaillant plus. Par exemple, nous pouvions être sûrs que quel qu'ait été le vainqueur, la politique d'austérité des conservateurs aurait été poursuivie sous une forme quasi identique.

Cependant, cela ne signifie pas que nous devons ignorer les élections. Pour le moins, contredisant ainsi toutes les prévisions des instituts de sondage et des journaux, les conservateurs ont gagné avec une majorité absolue au parlement après les élections générales de mai 2015. Cela signifie qu'ils peuvent rapidement poursuivre leur politique sans grande opposition, mais aussi sans autre parti pour en partager la responsabilité comme lorsqu'ils formaient une inconfortable coalition avec les libéraux-démocrates. Les résultats de l'élection ont des implications concrètes pour la classe ouvrière et peuvent nous en apprendre beaucoup sur les divisions de la société britannique, tant au sein de la classe dominante sur des sujets comme l'Écosse ou l'Union européenne qu'au sein de la classe ouvrière. Donc que pouvons-nous en apprendre ?

### La droite anti-immigrés n'a pas disparu

Seul le scrutin uninominal à un seul tour, appliqué au Royaume-Uni, a empêché que l'UKIP ne devienne une force essentielle dans la politique parlementaire<sup>2</sup>. L'UKIP a obtenu presque quatre millions de votes, soit 12,6 % du total (ce qui en fait ainsi le troisième parti après les conservateurs et les travaillistes).

Nous ne devons pas avoir d'illusion : ce sont principalement les ouvriers qui ont voté pour l'UKIP, et principalement les secteurs les plus pauvres. Certes, l'âge y joue son rôle – au Royaume-Uni, plus vous êtes âgés plus vous êtes enclins à voter conservateur ou UKIP (dans toutes les classes) et beaucoup de vieux conservateurs ont été sans doute horrifiés que le parti qu'ils ont loyalement soutenu ait finalement légalisé le mariage pour tous.

---

<sup>1</sup> *Gloses critiques marginales à un article : « Le roi de Prusse et la réforme sociale. Par un Prussien », publié dans les numéros 63 et 64 Vorwärts!, (7 et 10 août 1844). Marx y critique l'article d'A.Ruge publié dans le numéro 60 de Vorwärts! (27 juillet 1844).*

<sup>2</sup> Contrairement aux partis anti-immigrés de la droite quasi fasciste – comme le *British National Party* – qui ont été presque invisibles, à peine plus importants que la coalition *Left Unity* (Unité de gauche) ou le *Animal Welfare Party* (Parti du bien-être des animaux).

Mais les composantes les plus fortes du vote pour l'UKIP ont été le bas revenu et le bas niveau d'éducation<sup>3</sup>. De façon significative, 18 % des habitants du logement social ont voté UKIP. Et cela ne tient pas du hasard. L'UKIP s'est ouvertement concentré sur les ouvriers les moins qualifiés avec la promesse de supprimer la taxe sur le salaire minimum et une de leurs célèbres affiches montrait un ouvrier du bâtiment en train de mendier dans la rue parce que des immigrants lui avaient volé son boulot.

Si on regarde le vote par circonscriptions, on constate que l'UKIP n'a pas mordu dans les aires métropolitaines où une large proportion de la classe ouvrière est composée de gens venant de partout dans le monde ou dont les parents et grands-parents étaient eux-mêmes des immigrés.

Mais dès qu'on regarde en dehors de ces zones « multi-ethnique » des centres urbains, le vote pour l'UKIP bondit à 15 %, 20 % ou même plus<sup>4</sup>. Par exemple, dans la circonscription de Dagenham et Rainham, dans l'est de Londres, l'UKIP a presque eu 30 %, et dans celle de Carshalton et Wallington, dans le sud de Londres, il a eu 32 % ! Clairement, le sentiment anti-immigrés, « anti-Europe » a toujours un fort pouvoir d'attraction dans les zones où la majorité écrasante de la population est « blanche » et « anglaise », et où les gens, en-dehors de ces deux catégories, sont arrivés récemment. En fait, dans la seule circonscription où l'UKIP a eu un siège, Clacton<sup>5</sup>, la proportion de gens nés en dehors du Royaume-Uni n'est que de 4 %, contre une moyenne nationale de 13 %<sup>6</sup>. L'UKIP a aussi bien réussi dans les ex-zones industrielles du Royaume-Uni, le Nord et le Nord-Est (cette dernière région ayant le plus fort taux de chômage du Royaume-Uni avec 7,7 %).

Nous pouvons spéculer sur les raisons particulières qui font qu'un individu peut avoir de voter pour l'UKIP, mais le fait est et reste que la rhétorique décomplexée anti-immigrés est acceptable par une large partie de la classe ouvrière.

### **La « Question écossaise » n'a certainement pas disparu**

La victoire des nationalistes écossais du SNP (« *Scottish National Party* » parti national écossais) a presque été totale en Écosse (avec en général une majorité nette des votants) et seules deux circonscriptions (les deux près de la frontière anglaise) n'ont pas élu un député SNP. Les votes pour le SNP se trouvent dans toutes les tranches de revenus. Ceci est arrivé seulement quelques mois après le référendum qui était supposé régler la question de l'indépendance – où le Non (à l'indépendance) a vaincu le Oui par environ 55 % contre 45 %<sup>7</sup>.

Cela ne signifie pas que toute la population de l'Écosse veuille que l'Écosse se sépare du Royaume-Uni, mais cela rend cette séparation plus concrète. En Écosse, le parti travailliste était totalement discrédité parce qu'il s'alignait sur la position majoritaire au sein de l'élite politique selon laquelle l'austérité est inévitable, tandis que le SNP adoptait une rhétorique de plus en plus gauchiste et anti-austérité, rompant ainsi avec sa traditionnelle forme droitière de nationalisme (« *Tartan Tories* », conservateurs en tartan). Ceci a été sérieusement pris en considération par nombre de gens parce que le parlement écossais « dévolu<sup>8</sup> » (dominé par le SNP) a vraiment réalisé des mesures de l'État-providence en faveur de la classe ouvrière – gratuité des inscriptions

<sup>3</sup> « *General Election 2015: how Britain really voted* », YouGov:

<https://yougov.co.uk/news/2015/06/08/general-election-2015-how-britain-really-voted/>

<sup>4</sup> *Guardian*, 7 Mai 2015: <http://www.theguardian.com/politics/ng-interactive/2015/may/07/live-uk-election-results-in-full>

<sup>5</sup> Dans l'Essex, à l'est de Londres au bord de mer.

<sup>6</sup> *The Economist*, 6 juin 2015.

<sup>7</sup> *Guardian*, 18 septembre 2014:

<http://www.theguardian.com/politics/ng-interactive/2014/sep/18/-sp-scottish-independence-referendum-results-in-full>

<sup>8</sup> Dévolu puisque le parlement du Royaume-Uni a transféré une partie de ses prérogatives au parlement écossais.

universitaires et des ordonnances médicales, par exemple<sup>9</sup>. C'est pourquoi l'idée qu'une Écosse indépendante serait une utopie social-démocrate n'est pas apparue si ridicule que cela, particulièrement quand elle se combine à l'exagération des revenus liés au pétrole de la mer du Nord. En fait beaucoup des champs de pétrole seront épuisés à partir de 2020 et le démantèlement des installations pétrolières va coûter très cher. À cela s'ajoutent des centrales nucléaires très onéreuses à arrêter et le rétrécissement du secteur financier surdimensionné de l'Écosse après l'effondrement de la Banque Royale d'Écosse (*Royal Bank of Scotland*). Par-dessous tout, la productivité écossaise est 11 % inférieure à celle de l'Angleterre et la population est plus âgée et en moins bonne santé<sup>10</sup>.

Néanmoins, le mythe d'une indépendance « socialiste » prospère signifie que le SNP a complètement récupéré la gauche du parti travailliste en jouant le rôle classique de la social-démocratie vis-à-vis de la classe ouvrière. Pendant la campagne du référendum, les militants gauchistes furent majoritairement attirés par la campagne pour le Oui, et il semble que cela a été une distraction majeure pour ceux impliqués dans les luttes de quartier contre des mesures comme la « *bedroom tax* »<sup>11</sup>.

### **Le budget – la réforme de l'État-providence continue**

Le 8 juillet, le nouveau gouvernement conservateur a présenté son budget. Les points principaux en sont :

- Renouveler l'engagement à retrouver l'équilibre (amener le déficit budgétaire à zéro ou en dessous), mais cette fois une année plus tard que précédemment envisagé, soit 2019-2020.
- Augmenter les rentrées fiscales à de plusieurs façons : taxes sur les voitures, assurance et dividendes ; moins d'exonération fiscale sur les retraites des riches.
- Réduire les avantages sociaux pour économiser 12 milliards de £, chaque année jusqu'en 2019-20. Cela proviendra principalement du gel des prestations sociales (4 milliards de £) et de sérieuses coupes dans les crédits d'impôts pour l'emploi (6 milliards de £), ainsi que des réductions des subventions pour le logement social<sup>12</sup>. Le droit au crédit destiné aux adultes avec enfants<sup>13</sup> sera supprimé à partir du troisième enfant mais sera augmenté pour le premier enfant. Il y aura aussi une diminution importante de ce que les familles peuvent gagner avant que les crédits d'impôts soient supprimés.
- Augmenter le salaire horaire minimum de 6,50 à 7,20 £ (soit 10,35 €), en l'appelant « salaire vital », un terme repris de façon éhontée au groupe de pression « Citoyens du Royaume-Uni » ! Il augmentera jusqu'à 9 £ en 2020.
- Augmenter l'abattement fiscal individuel à 11 000 £ par an (en 2010, il était de 6 500 £). Cela implique qu'une personne touchant le nouveau salaire minimal ne payera presque pas d'impôts dessus.

---

<sup>9</sup> En Angleterre et au Pays de Galles, les étudiants doivent normalement obtenir un prêt du gouvernement pour payer les frais d'inscription annuels s'élevant à 9 000 £. Les taxes sur les ordonnances s'élèvent à 8,2 £ par médicament.

<sup>10</sup> *The Economist*, 12 juillet 2014, "A costly solitude". (Une solitude coûteuse)

<sup>11</sup> Une mesure introduite par le gouvernement conservateur - libéral qui a diminué le montant des aides au logement qui peuvent être demandées par quelqu'un possédant une pièce de « réserve », induisant de facto l'expulsion des gens vulnérables comme les handicapés ou les personnes en longue maladie.

<sup>12</sup> « *Institute for Fiscal Studies* » :

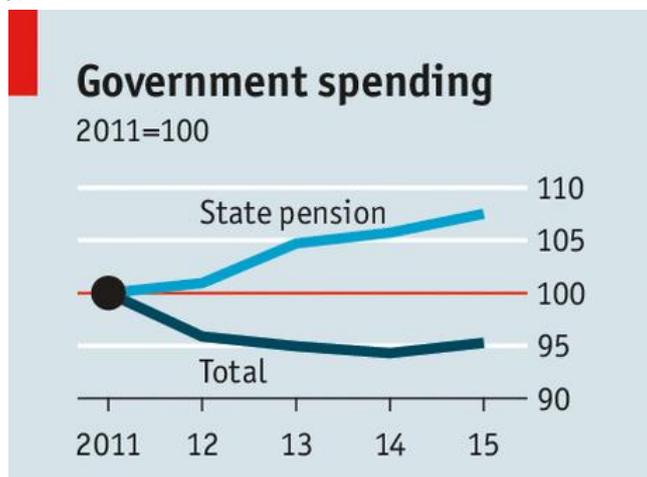
[http://www.ifs.org.uk/uploads/publications/budgets/Budgets%202015/Summer/Hood\\_distributional\\_analysis.pdf](http://www.ifs.org.uk/uploads/publications/budgets/Budgets%202015/Summer/Hood_distributional_analysis.pdf)

<sup>13</sup> Bien que cela puisse être demandé par une personne seule de plus de 25 ans sans enfant mais qui doit travailler au moins 30 heures par semaine : <https://www.gov.uk/working-tax-credit/eligibility>

À première vue, il pourrait sembler qu'un salaire minimum en hausse compenserait l'attaque contre les crédits d'impôts pour l'emploi, mais ces deux mesures sont en fait très différentes. Les crédits d'impôts bénéficient aux adultes avec enfants qui ont un revenu familial annuel très faible. Le salaire minimum aide ceux qui ont un salaire horaire très bas. Les personnes concernées et leurs problèmes ne sont pas forcément les mêmes. De fait, l'effet global sur les revenus sera d'environ 4 milliards de £, et ne compensera donc pas les coupes sur les crédits d'impôts (6 milliards de £)<sup>14</sup>.

En bref, l'attaque contre les secteurs les moins bien payés du prolétariat fonctionne toujours à plein. Cependant, les conservateurs ont aussi d'importantes contraintes politiques. À l'opposé parfait des autres prestations de l'État, les retraites versées par l'État sont toujours soumises au « triple verrou », une augmentation annuelle égale au taux de l'inflation, l'augmentation moyenne des revenus égale, ou au plafond de 2,5 %, quel que soit le plus élevé des trois. Les gens de plus de 75 ans conservent la redevance télévisuelle gratuite désormais aux frais de la BBC<sup>15</sup>. Ceci est essentiel pour les conservateurs car les retraités sont plus enclins que les jeunes à voter et à voter conservateur !

En plus, pour des raisons un peu plus compliquées, la santé, des secteurs de l'éducation (les écoles mais pas l'enseignement supérieur), les dépenses militaires et l'aide internationale sont considérées comme « sanctuarisées », autrement dit de nombreuses dépenses de l'État sont, pour l'instant, immunisées contre les coupes budgétaires. Jusqu'à quel point le NHS (*National Health Service* – Service national de santé) est vraiment protégé contre les coupes budgétaires est un sujet très chaud et controversé mais sous le précédent gouvernement de coalition conservateur - libéral, ce secteur n'a pas souffert des coupes profondes qu'ont endurées d'autres secteurs de dépense publique<sup>16</sup>. Au moment où nous écrivons, le ministre des Finances George Osborne, a demandé que les services gouvernementaux « non-sanctuarisés » lui soumettent deux scénarios expliquant comment ils comptent fonctionner avec des financements réduits, un avec 25 % de réduction et un avec 40 % de réduction, le tout faisant partie d'un plan pour éliminer le déficit budgétaire d'ici 2019-20.



Source : *The Economist*, 29 novembre 2014

<sup>14</sup> *ibid.*, plus « *Social Market Foundation* » : <http://www.smf.co.uk/smf-response-to-the-summer-budget-2015/>

<sup>15</sup> La redevance TV coûte actuellement 145,50 £ à l'année. Le coût de la redevance gratuite pour les personnes de plus de 75 ans va être supporté par la BBC ce qui représente environ 0,7 milliard de £ par an.

<sup>16</sup> Pour ajouter à la confusion, la mesure habituelle est d'affecter les dépenses de santé sur une base journalière (paies, maintenance, etc.) et non sur les dépenses totales incluant les dépenses d'investissement. Voir *The Independent*, 18 Jan 2015, "What's really happened to NHS spending under the Coalition?" (Qu'est-il vraiment arrivé aux dépenses du NHS sous la coalition ?) <http://blogs.independent.co.uk/2014/09/25/whats-really-happened-to-nhs-spending-under-the-coalition/>

## **Le référendum sur l'Union Européenne (UE) — une source d'incertitude**

La date du référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE n'a pas encore été décidée mais il pourrait être convoqué dès l'été 2016. La question posée sera simple : « *Est-ce que le Royaume-Uni devrait rester membre de l'Union Européenne ?* » Il est assez probable que les dirigeants conservateurs ne voulaient pas vraiment d'un référendum mais l'aient plutôt promis pour calmer l'aile droite anti-européenne du parti, tout en envisageant de former un gouvernement de coalition où le référendum serait enterré, ce dont ils auraient pu faire porter la responsabilité à un autre parti (peut-être encore les Libéraux-Démocrates !). Assurément, maintenant, le référendum aura bien lieu et les conservateurs de Cameron saisiront au mieux cette occasion pour démontrer à la droite qu'ils peuvent « *tenir tête aux bureaucrates de Bruxelles* » et renégocier le rôle du Royaume-Uni dans l'UE. Malgré tout, les résultats du référendum ne peuvent être prédits avec certitude (et nous ne nous y essayerons pas !).

Avant les élections, les conservateurs ont mis bruyamment en avant la restriction des allocations et avantages sociaux auxquels les immigrés européens ont droit (y compris ceux directement liés à leur travail). En novembre 2014, Cameron expliquait qu'il devrait y avoir un délai de quatre ans avant qu'un immigré puisse bénéficier de l'équivalent britannique de la prime pour l'emploi, le crédit d'impôts pour l'emploi (*Working Tax Credit*), mais il savait bien que la discrimination entre citoyens britanniques et européens est illégale. Le crédit d'impôts pour l'emploi et plusieurs autres allocations seront donc remplacés par le Crédit Universel (*Universal Credit*), dont l'attribution nécessite d'avoir résidé au minimum deux ans au Royaume-Uni (que l'on soit citoyen britannique ou non). Les conservateurs pourront ainsi se targuer d'avoir ciblé les immigrés sans avoir à modifier la loi européenne tandis que l'attaque concerne tous les travailleurs européens (autochtones et immigrés).

Du côté des grands capitalistes privés, la plupart des intérêts commerciaux soutiennent l'UE<sup>17</sup>, mais cela n'indique pas qu'ils veulent conserver exactement la relation du Royaume-Uni avec l'UE sous sa forme actuelle. Une vieille rengaine de la plupart des milieux d'affaires britanniques est que l'UE est trop régulée et trop social-démocrate — limitant leurs droits à virer des travailleurs et imposant trop de « dialogue social » avec leurs employés, ainsi que des avantages sociaux « trop généreux ». En 2000, par exemple, les deux plus grandes organisations patronales (la *Confederation of British Industry* – CBI – et le *Institute of Directors* - IoD) ont mené une campagne contre une nouvelle législation européenne interdisant la discrimination fondée sur l'âge.

Le groupe *Business for Britain* voudrait menacer de quitter l'UE afin de renégocier le rôle du Royaume-Uni en son sein. Pour l'essentiel, ses membres veulent une UE moins social-démocrate et que la Grande-Bretagne ait « son mot à dire », notamment au sujet de la législation du travail. Ils ne semblent pas représenter une fraction clairement définie du capital, bien que beaucoup de leurs principaux soutiens dirigent des compagnies financières. Le CBI, la plus grande organisation de patrons britanniques, qui revendique 190 000 entreprises, est clairement pro-UE. 80 % de ses membres seraient partisans de rester dans l'UE sans tenir compte de négociations. Cependant, l'IoD (avec 35 000 membres et représentant aussi bien des entreprises industrielles que financières) indique que seulement 40 % de ses membres veulent inconditionnellement rester au sein de l'UE. Ceci reflète en partie la division traditionnelle de la classe dominante britannique entre l'industrie manufacturière, favorable à une intégration approfondie avec l'Europe, et le secteur financier, qui se méfie des désirs de régulations financières par l'UE qu'il considère potentiellement dangereuses pour la compétitivité globale du Royaume-Uni. Malgré cela, « *la City*

---

<sup>17</sup> Pour un bon exemple de ce type d'opinion, voir le rapport de la « *Society of Motor Manufacturers and Traders* », *The UK Automotive Industry and the EU*, édition d'avril 2014.

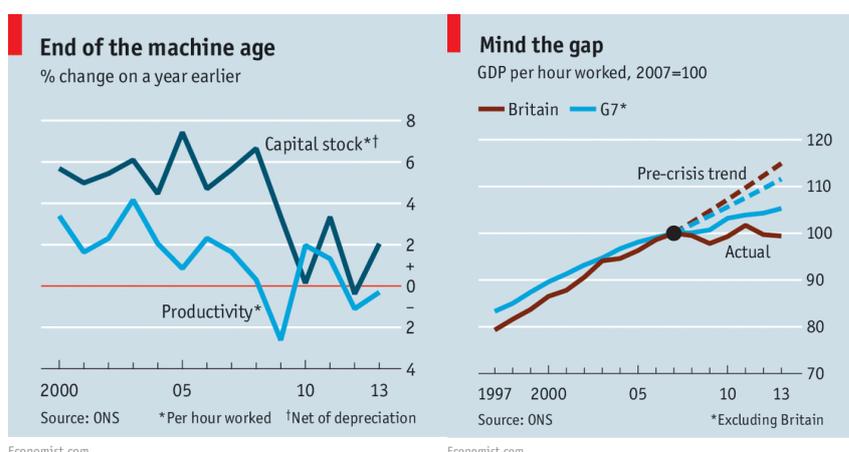
[de Londres] a peu d'Eurosceptiques»<sup>18</sup>. Les plus petites entreprises sont encore moins enthousiastes au sujet de l'Europe. La Chambre de Commerce britannique, qui représente les PME, parle plus d'une « Europe réformée », avance que « le statu quo n'est pas une option » et veut que la Grande-Bretagne fasse une menace crédible de sortie de l'UE<sup>19</sup>.

Quoiqu'il arrive lors la période précédant le référendum et après celui-ci, nous pouvons être sûrs que l'incertitude entraînera une chute des investissements directs étrangers et peut-être un resserrement du crédit pour les firmes britanniques, avec pour résultat un ralentissement de l'activité économique et peut-être un nouveau tour de baisses « nécessaires » de salaires et autres formes de serrage de ceinture pour les travailleurs, c'est-à-dire une situation de « mini-crise ».

## Productivité

La Grande-Bretagne a une longue histoire de productivité à la traîne de celle des autres nations industrialisées. Actuellement, les États-Unis, la France et l'Allemagne ont tous un PIB par heure travaillée au moins supérieur de 25 % à celui du Royaume-Uni<sup>20</sup>.

Plus important, le rendement horaire est encore inférieur de 2 % au pic d'avant 2007, alors que dans les autres pays du G7, il est de 5 % supérieur. Pire, la croissance en capital a chuté (en fait, l'investissement britannique — privé et public — est le plus faible des pays du G20) de même que la croissance en productivité et le niveau absolu de productivité est pratiquement le même depuis 2007. Cet « écart de productivité » est non seulement reconnu par les capitalistes clairvoyants mais aussi par les politiciens conservateurs. Ainsi, le secrétaire d'État au Commerce, à l'Innovation et au Savoir-faire, Sajid Javid, a récemment décrit la productivité comme le « défi économique de notre époque »<sup>21</sup>.



Source : *The Economist*, 29 novembre 2014

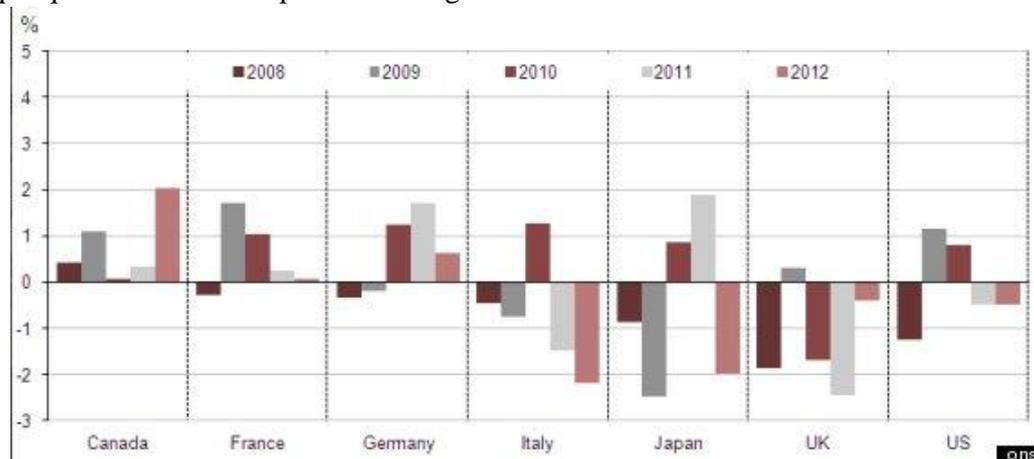
<sup>18</sup> *The Economist*, 18 juillet 2015, “A chance of showers” (Une probabilité d’averses).

<sup>19</sup> *The Economist*, 6 juin 2015, “Divided loyalties” (Loyautés divisées).

<sup>20</sup> Ce chiffre est calculé en divisant le PIB par le nombre d’heures travaillées par an. Il cache, par exemple, le fait, que dans l’industrie automobile les investissements y sont soutenus pour Nissan et BMW. Même si on ne calcule pas le taux de plus-value de ce chiffre général, le taux d’exploitation est comparable à celui d’autres pays européens – les ouvriers de Grande-Bretagne produisent moins mais sont payés moins.

<sup>21</sup> Pour un discours inspiré sur le sujet, voir : <https://www.gov.uk/government/speeches/fixing-the-foundations-boosting-britains-productivity>

Dit simplement, les bas salaires sont l'atout de la Grande Bretagne : dans l'Europe des Quinze, seuls la Grèce et le Portugal ont des salaires encore plus bas<sup>22</sup>. Depuis 2007, les salaires au Royaume-Uni n'ont cessé de diminuer et cela de manière plus constante que dans aucun autre pays du G7. Le Royaume-Uni a eu ceci de particulier que, par rapport aux autres pays capitalistes avancés, les réponses des grandes compagnies à la crise financière a été de baisser les salaires plutôt que licencier, maintenant ainsi un taux de chômage assez faible au Royaume-Uni. Rien n'indique que cela soit sur le point de changer.



Source : *Office for National Statistics*

Nous pouvons aussi ajouter que la Grande Bretagne est compétitive sur le terrain des heures supplémentaires impayées<sup>23</sup>. Une récente étude du TUC indique qu'environ 1/5 des travailleurs effectuent « régulièrement » des heures supplémentaires impayées et que ces travailleurs totalisent 7,7 heures supplémentaires en moyenne<sup>24</sup>. Bien entendu, productivité en berne et bas salaires font bon ménage - lorsque la main d'œuvre est bon marché, les patrons sont moins incités à investir dans de nouveaux moyens de production. Au Royaume-Uni, cela est encouragé par le système de crédits d'impôts pour l'emploi (*Working Tax Credits*) mis en place par le dernier gouvernement travailliste. Cette allocation destinée aux personnes qui travaillent vient s'ajouter à leurs bas salaires. En d'autres termes, c'est une subvention pour les patrons qui leur permet de payer des salaires plus bas qu'ils ne pourraient le faire autrement. Ainsi, les mesures annoncées dans le budget le plus récent, à savoir la fin du crédit d'impôts pour l'emploi (*Working Tax Credits*) en faveur d'un salaire minimum plus important, en plus d'être l'expression d'une avarice fiscale, est parfaitement logique dans la mesure où cela va encourager les patrons britanniques à se comporter en véritables capitalistes et à remplacer les travailleurs par des machines !

<sup>22</sup> *The Economist*, 14 mars 2015, "If Britain cannot get more from its legion of cheap workers, the recovery will stall". (Si le Royaume-Uni ne peut tirer plus de sa légion de travailleurs bon marché alors le redressement va caler).

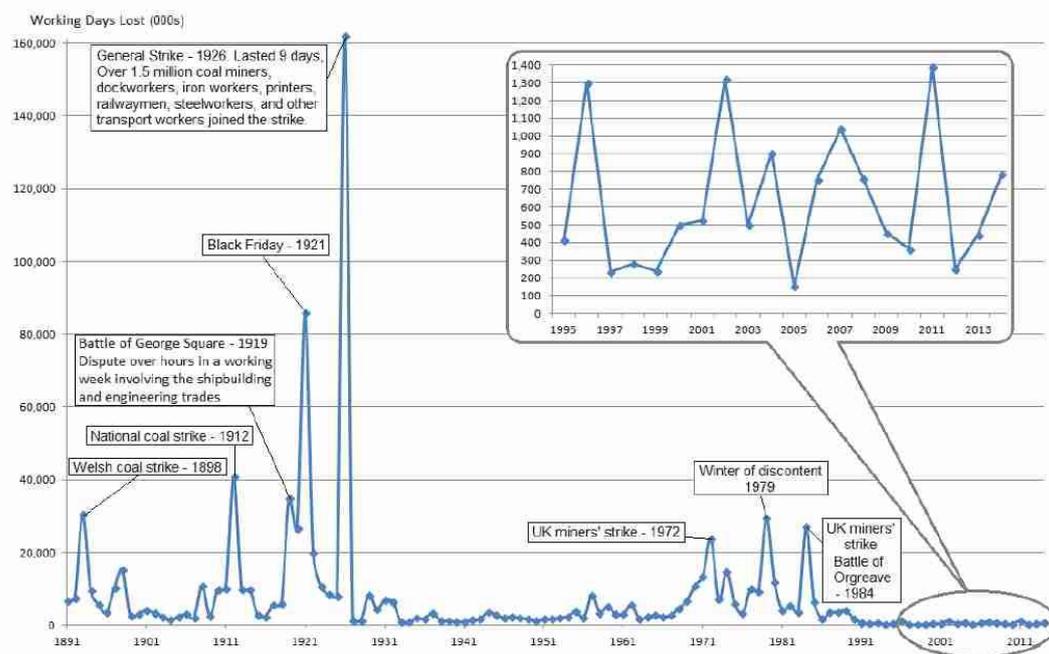
<sup>23</sup> Dans la loi anglaise, il n'y a pas d'obligation pour l'employeur de payer les heures supplémentaires, tant que le salaire total divisé par le nombre d'heures travaillées n'est pas inférieur au taux horaire du salaire minimal !

<sup>24</sup> <https://www.tuc.org.uk/economic-issues/labour-market/fair-pay-fortnight-2015/workplace-issues/workers-contribute-%C2%A332bn-uk>

### Mais qu'en est-il de la lutte des classes ?

Le nombre de luttes sur le lieu de travail est à des niveaux historiquement bas depuis 25 ans. Ainsi sur le long terme :

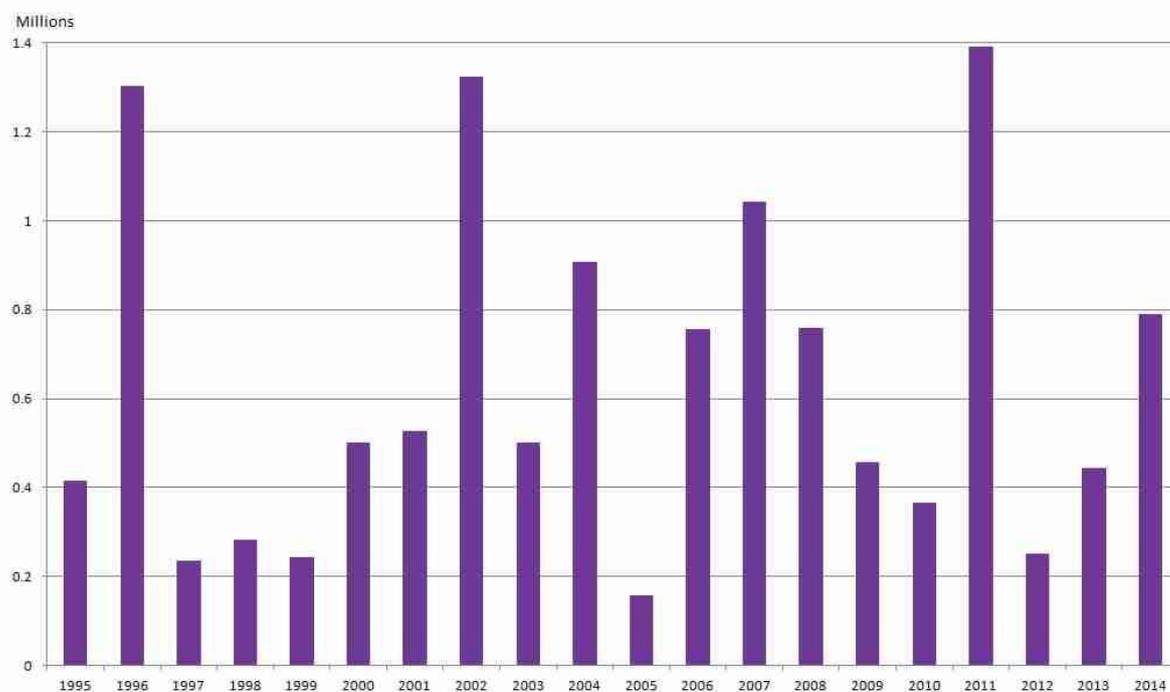
**Figure 3: Labour Disputes Annual Estimates, United Kingdom, 1891 to 2014**



Source: Labour Disputes Statistics - Office for National Statistics

Et légèrement sur le court terme :

**Figure 4: Working days lost (WDL), United Kingdom, 1995 to 2014 (millions)**



Source: Labour Disputes Statistics - Office for National Statistics

Le graphique pourrait donner l'impression que les grèves ont augmenté de façon importante depuis quelques années mais ce sont les grèves massives organisées par les syndicats qui sont à

l'origine de cette distorsion. Comme en 2014, lorsque les centaines de milliers d'ouvriers du secteur public défilèrent une journée pour participer aux manifestations syndicales contre le gel de salaire dans le secteur public. La pointe de 2011 est, de la même façon, le produit d'une journée de grève des salariés du secteur public pour les retraites.

Les conservateurs sont prêts d'introduire une série de mesures restreignant le droit de grève. Cela peut se résumer ainsi :

- Une claire majorité doit être exprimée en faveur de la grève. Au moins 50 % des adhérents du syndicat doivent voter pour qu'une grève soit déclarée légale. En outre, il est exigé qu'au moins 40 % des adhérents votent pour la grève dans de nombreuses parties « stratégiques » du secteur public, tels que la santé, l'éducation, le transport et les services anti-incendie.
- Le résultat du vote est légalement valable pour une durée de quatre mois.
- L'employeur doit avoir reçu le préavis 14 jours avant la grève. Les employeurs seront autorisés à faire venir des travailleurs intérimaires pour casser la grève (aujourd'hui ce procédé leur est interdit pour une grève légale organisée par les syndicats).
- Chaque piquet de grève doit désigner un superviseur dont le nom sera donné à la police.
- Enfin, par pure malice politicienne, les conservateurs ajoutent la mesure suivante : les travailleurs devront déclarer qu'ils acceptent de participer aux dons faits par les syndicats (qui, dans presque tous les cas financent le parti travailliste), alors qu'à présent, il leur fallait se désengager pour ne plus y participer. Bien entendu, cela n'a rien à voir avec la lutte de classe et ne nous émeut pas. Mais il est intéressant de noter que le RMT<sup>25</sup> (le principal syndicat des transports impliqué dans la récente grève du métro de Londres) a été expulsé du parti travailliste en 2004 après avoir réduit les cotisations qu'il lui versait et permis à ses sections syndicales locales de s'affilier à d'autres organisations politiques.

Si nous regardons le bon côté des choses, nous constatons que ces mesures affaiblissent la rengaine des syndicalistes selon laquelle « *nous ne pouvons rien faire en dehors des syndicats, car nous ne sommes protégés par la loi qu'à l'intérieur du cadre du syndicat* ». Les nouvelles dispositions rendent plus difficile l'action dans le cadre syndical (tout au moins, il est beaucoup plus difficile d'appeler à une grève légale !) et en même temps accordent moins de protection pour l'activité légitime des syndicats (le patron peut, de toute façon, faire venir des briseurs de grève).

## La grève du métro

Peut-on dire que les grèves du métro de juillet et août ont été une lueur d'espoir ? Certainement, les deux grèves ont été des grèves de 24 heures très suivies. Contrairement à la grève précédente du métro de Londres (en février 2014) où environ un tiers des trains circulaient, il n'y a eu ces fois-ci aucun train qui a circulé. Lors de la grève de juillet, le niveau de perturbation a été intensifié par une grève quasi simultanée de 48 heures des ouvriers de la *First Great Western (FGW) Company* qui fait circuler des trains entre Londres, l'ouest de l'Angleterre et le Pays de Galles.

La différence majeure était le motif de la grève. L'année dernière, il s'agissait de possibles pertes d'emplois dues à des fermetures de guichets. Cette fois-ci, il s'agit des changements dans les conditions de travail induits par le passage à une circulation des métros 24 heures sur 24 en septembre (ainsi que d'un conflit salarial). Concrètement, les travailleurs sont invités à travailler la nuit quasiment sans aucune rémunération supplémentaire. Les conducteurs de métro concernés se

---

<sup>25</sup> « *National Union of Rail, Maritime and Transport Workers* ». Syndicat national unifié des ouvriers du rail, de la mer et du transport.

sont engagés dans le conflit. Ils appartiennent à un autre syndicat, l'ASLEF<sup>26</sup> (qui a conservé les traditions d'un syndicat de métier sous de nombreux aspects), qui n'avait pas participé à la grève de l'année dernière avec pour conséquence le sabotage de la grève par la plupart des conducteurs. L'encadrement avait eu les moyens d'organiser un service minimum avec l'aide des cadres et d'autres travailleurs pour assurer les tâches de sécurité minimum. Cette fois – ci, la grève fut votée par 98 % des adhérents de l'ASLEF, mais avec un taux de participation de 81 %.

Ces chiffres doivent être comparés à ceux du vote du syndicat RMT qui n'était que de 91 % de votants pour la grève, mais avec un taux de participation de moins de 50 % (comme en février 2014).<sup>27</sup> Le syndicat des conducteurs s'est senti obligé d'agir car les conducteurs étaient autant concernés que les autres travailleurs. En tout, cette fois-ci, quatre syndicats ont pris part : le RMT (le plus grand syndicat des travailleurs du métro), l'ASLEF (conducteurs), le TSSA<sup>28</sup> (le syndicat des cols blancs) et *Unite* (qui regroupent les travailleurs les plus qualifiés en dehors des conducteurs, environ 400 salariés) – mais ce fut l'ASLEF qui eut l'impact le plus décisif.

Pour résumer, ce fut une grève beaucoup plus consistante en raison de la participation des travailleurs qualifiés irremplaçables, mais sans aucun signe d'organisation autonome des travailleurs, ou même d'une simple tentative syndicale de couper court aux divisions syndicales et corporatistes. L'austérité est-elle inévitable ? Oui, à moins que la classe ouvrière n'affirme ses besoins indépendamment de la politique nationale, des élections, des syndicats ...

MC/KPK, 7 septembre 2015

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 380, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.  
Consulter les sites Internet de Mouvement Communiste : [www.mouvement-communiste.com](http://www.mouvement-communiste.com) et de Kolektivně proti kapitálu : <http://protikapitalu.org/>

<sup>26</sup> « *Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen* ». Société associée des chauffeurs et conducteurs de locomotives.

<sup>27</sup> C'est certainement le RMT qui était dans le viseur des conservateurs quand ils ont promulgué leurs nouvelles lois anti-grève.

<sup>28</sup> « *Transport Salaried Staffs' Association* ». Association des personnels salariés du transport.